

L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ DANS LE SUD DE LA MÉDITERRANÉE

Un enjeu de progrès solidaire

Romuald COCAGNE

*Sous la direction de
Denis STOKKINK*

NOTES D'ANALYSE | MAI 18
RSE & Diversité



COMPRENDRE POUR AGIR

L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ DANS LE SUD DE LA MÉDITERRANÉE
Un enjeu de progrès solidaire

Romuald COCAGNE
Sous la direction de Denis STOKKINK

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	2
INTRODUCTION	3
I. Les spécificités économiques et sociales des pays sud-méditerranéens	4
1. Le faible poids économique de la région ...	4
2. Ainsi que des obstacles sociaux ancrés ...	6
3. ... N'empêchent pas un fort esprit d'entrepreneuriat	6
II. Malgré ces difficultés, un système qui parvient partiellement à se renouveler	8
1. La récente politique de développement de la région sud-méditerranéenne	8
2. L'entrepreneuriat inclusif : une dynamique régionale et coordonnée	10
III. Comment l'Europe agit-elle pour soutenir ce modèle inclusif ?	11
1. Le partenariat Euromed : une coopération régionale majeure	11
2. Vers un réseau euro-méditerranéen d'entrepreneuriat féminin à travers l'ESS ?	12
CONCLUSION	14
BIBLIOGRAPHIE	15

AVANT-PROPOS

Entre ouverture des mentalités, développement économique, et crises politiques et sociales, le sud de la Méditerranée est une région propice aux changements et au développement. Les nombreux mouvements populaires qui ont accompagné les Printemps arabes depuis 2011 ont été une expression supplémentaire de ce désir de renouveau et de développement social et économique. Au cœur des enjeux, la place des femmes dans la société, et leur émancipation de systèmes sociaux obsolètes. Quand dans le même temps, des enjeux économiques se lient à cette revendication sociale majeure, la question de l'entrepreneuriat social apparaît comme un vecteur et un indicateur des avancées sur le sujet, et son développement comme une priorité.

Comme un symbole, alors, l'entrepreneuriat féminin dans les pays du sud parvient à se développer malgré un environnement loin d'être optimal. Un phénomène qui souligne à la fois les particularités et la ferme volonté de ces sociétés où plus que jamais, de nouvelles formes d'économie, comme l'économie sociale et solidaire, entendent jouer un rôle important.

POUR LA SOLIDARITÉ-PLS, fidèle à nos engagements et aux combats que nous menons, s'engage à promouvoir les efforts considérables menés par les sociétés du sud de la Méditerranée, conjointement aux initiatives européennes, dans un objectif toujours plus engagé d'égalité des genres. Cette note d'analyse met en avant les spécificités des pays du sud de la Méditerranée en matière d'entrepreneuriat féminin, et les différentes aspirations nationales, régionales et européennes en la matière. Pour que le monde de l'entrepreneuriat continue d'évoluer de manière durable, et solidaire.

Solidairement vôtre,

Denis Stokkink

INTRODUCTION

L'enjeu et l'importance du développement de l'entrepreneuriat féminin n'est plus à démontrer, tant les écarts de genre dans ce domaine sont flagrants. La société tente pourtant depuis quelques années d'inverser la tendance en favorisant la promotion et le développement de l'action entrepreneuriale auprès des femmes, en témoignent les nombreuses initiatives organisées en France, en Espagne ou ailleurs en Europe. Mais cet engagement peine à compenser la faible intégration des femmes dans le milieu entrepreneurial et dans le monde du travail en général, une situation qui n'est pas spécifique à l'Europe comme nous allons le voir dans cette note d'analyse.

En priorité, et sans cesse pointées du doigt, figurent les inégalités salariales : les Européennes ont gagné en moyenne 16,3 % de moins que les Européens en 2015, selon les salaires horaires brut moyens¹.

En dehors de l'Europe, la situation est encore plus contrastée. Sur le bassin méditerranéen, l'enjeu des inégalités entre les femmes et les hommes est majeur. Le *Forum économique mondial*, qui répertorie chaque année les évolutions de l'égalité entre les femmes et les hommes à travers le *Gender Global Gap Report*, positionne les pays d'Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Égypte et Tunisie) au sein des 15 dernières places de son classement (sur environ 140 pays répertoriés) depuis au moins 2014. Certes, une situation peu glorieuse, mais qui est cependant à nuancer en termes d'emplois effectifs et de critères économiques, puisqu'il existe une grande variété de critères et de nuances entre les différents pays de la région.

L'entrepreneuriat féminin est un marqueur à la fois du progrès économique et de l'ambition et l'orientation sociale d'un pays. Dans les pays européens, des actions locales et nationales sont mises en place depuis plusieurs années afin de promouvoir cet entrepreneuriat féminin. À titre d'exemple, 2018 verra la mise en place en France de la 4ème édition du forum "*Be a boss*", qui promeut et développe la création d'activités d'entrepreneuses portant un projet innovant.

Dans le même temps, les pays de la rive sud de la Méditerranée² mettent en place des politiques favorisant la mise en place de projets liés à l'entrepreneuriat féminin.

Une tendance plutôt générale dans la région, et même au-delà³, puisque les pays du Moyen-Orient mettent en place de nouvelles dynamiques économiques, au niveau national et transnational, qui permettent l'élaboration d'une politique d'entrepreneuriat inclusif, pouvant répondre aux difficultés économiques de la région.

L'Europe pourrait bénéficier de la nouvelle dynamique de ces pays, partenaires économiques et sociaux majeurs. Quelles sont alors les initiatives mises en place au niveau européen pour favoriser et soutenir le développement de l'entrepreneuriat féminin dans les pays du sud de la Méditerranée ?

¹ Données Eurostat 2015.

² Les pays concernés tout au long de cette publication sont tous ceux directement limitrophes ou reliés au bassin méditerranéen : Tous les pays d'Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte) ainsi que certains pays du Moyen-Orient (Israël, Palestine, Liban, Syrie, Jordanie).

³ Par exemple, le 18 février 2018, l'Arabie Saoudite a mis un terme à l'obligation des femmes d'avoir un tuteur masculin (souvent de la famille) pour développer toute activité entrepreneuriale. Une avancée importante, rompant avec la tradition sociale qui avait tendance à exclure les femmes, dans la continuité du mouvement global d'ouverture que connaissent les pays de la région.

I. LES SPÉCIFICITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DES PAYS SUD-MÉDITERRANÉENS

Depuis les différentes contestations populaires de 2011, les pays du sud de la Méditerranée connaissent des difficultés, d'ampleur et d'intensité variables, importantes en raison des crises politiques et économiques qu'ils ont traversées ou traversent encore. En résultent aujourd'hui des situations contrastées, mais toutes confrontées à des enjeux similaires : le faible poids économique des pays, et de nombreux obstacles sociaux ancrés, voire accentués par les orientations politiques. Ces derniers n'empêchent pas un fort esprit d'entrepreneuriat de se développer, de la part des femmes comme des hommes, et laissent alors entrevoir des solutions sur la capacité de développement des pays.

1. LE FAIBLE POIDS ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION ...

L'économie de la région d'Afrique du nord s'est pendant longtemps appuyée en majorité sur l'exploitation des hydrocarbures : ce secteur d'activité concernait encore 76% du PIB en moyenne sur la période 2008-2010⁴. Ensuite viennent les secteurs de l'industrie, avec les produits manufacturés qui concernent 11% du PIB en moyenne. Un système économique très peu diversifié, et fort dépendant de la ressource pétrole, dont les fluctuations peuvent à tout moment fragiliser l'économie.

La croissance moyenne de la région Moyen-Orient / Afrique du Nord a ralenti depuis les Printemps arabes de 2011. En 2016, la croissance a stagné autour de 2.7% en moyenne, une stagnation qui semble refléter à la fois la consolidation fiscale de certains pays (Maroc) et les contraintes dues à l'exploitation d'hydrocarbures dans d'autres (Algérie)⁵.

⁴ La plupart des chiffres et données exposés dans cette note d'analyse sont issues du rapport 2017 du GEM (Global Entrepreneurship Monitor) sur la région Moyen-Orient Afrique du Nord. Le GEM, créé en 1999 à l'initiative de deux universités anglo-saxonnes, est une des références mondiales en termes d'études et statistiques sur l'entrepreneuriat. Les rapports du GEM constituent aujourd'hui les ressources les plus complètes sur le sujet, et sont notamment reconnus par les institutions internationales (Nations unies, Forum économique mondial, Banque mondiale, OCDE). Le siège du laboratoire est situé à Londres.

⁵ World Bank, The Economics of Post-Conflict Reconstruction in MENA- MENA Economic Monitor, 2017.

GDP At market prices (2010 US\$)	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Algeria	3.8	3.9	3.6	2.9	2.6	2.8
Egypt, Arab Rep.	3.7	4.4	4.2	4.4	5.1	5.4
Lebanon	1.8	1.3	1.8	2.2	2.3	2.5
Morocco	2.6	4.5	15	40	35	36
Tunisia	2.3	0.8	20	30	37	40
Bahrain	4.4	2.9	2.0	1.8	2.1	2.4
Djibouti	6.0	6.5	6.5	7.0	7.0	7.0
Iran, Islamic Rep.	4.3	1.7	4.6	5.2	4.8	4.5
Iraq	0.1	2.9	10.2	1.1	0.7	1.1
Jordan	3.1	2.4	2.3	2.6	3.1	3.4
Kuwait	0.5	1.8	2.0	2.4	2.6	2.8
Oman	2.5	5.7	25	29	34	36
Qatar	4.0	3.6	18	36	21	13
Saudi Arabia	3.6	3.5	10	1.6	25	2.6
United Arab Emirates	3.1	3.8	23	25	30	33
West Bank And Gaza	-0.2	3.5	3.3	3.5	3.5	3.6

Source: World Bank, 2017.

Tableau 1: croissance du PIB par année, région MENA

À ce jour, les estimations semblent indiquer que 2018 connaîtra une légère augmentation de la croissance dans la région, qui devrait atteindre 3.1% sur l'année.

Malgré cette croissance, les inégalités devraient perdurer entre les différents États. En effet, les pays de la région ne sont pas tous égaux quant à l'exploitation de leurs sous-sols : certains étant beaucoup plus favorablement dotés en ressources que d'autres. En dépit des récents efforts, les grands pays producteurs comme l'Algérie accusent toutefois un léger retard dans la dynamique de développement de la région. Il existe certains risques associés à la volatilité du prix des hydrocarbures, comme les fluctuations en raison de conflits dans différents pays, ou le terrorisme, qui sont tous deux des menaces pour l'activité économique régionale. Par conséquent, la croissance ne peut garantir une dynamique générale sur l'ensemble de la région, il y a des possibilités que l'incertitude économique s'accroisse et que les investissements étrangers ralentissent, ce qui entrainera une stagnation de la croissance autour de 3% pour les années à venir⁶.

⁶ GEM : Global Entrepreneurship Monitor « Middle East and North Africa report », 2017.

2. AINSI QUE DES OBSTACLES SOCIAUX ANCRÉS ...

Les pays du sud de la Méditerranée ont une forte tradition historique, culturelle et religieuse. La place des femmes se situe au cœur des politiques progressistes qui entendent contribuer favorablement au bien-être économique et social de ces pays. Traditionnellement, d'après l'exemple du Maroc, les femmes tiennent un rôle plutôt domestique, qui se résume à la tenue du domicile, à l'éducation des enfants et aux tâches ménagères⁷.

Mais de plus en plus, les urgences et nécessités économiques viennent bousculer cette tradition, puisqu'un nombre croissant de ménages se retrouvent en difficulté financière en raison de l'accroissement des inégalités. Les classes sociales les moins favorisées sont, en effet, les principales victimes des bouleversements économiques de la région. À titre d'exemple, en Égypte, environ 17% de la population vit avec moins de 50 centimes d'euro par jour⁸.

Ce sont ces différents paramètres, en plus du chômage structurel et des faibles augmentations de salaires, qui ont amené les hommes à pouvoir difficilement assumer seuls les besoins de leur foyer. Les femmes investissent dès lors de plus en plus le marché de l'emploi, ce qui encourage en parallèle le changement de structure sociétale et familiale⁹.

Cet enjeu est cependant limité par l'importance des barrières sociales, et notamment l'incompatibilité de concilier le rôle traditionnel des femmes avec une activité professionnelle et entrepreneuriale. La plupart des femmes qui se lancent dans une activité entrepreneuriale restent cantonnées à de très petites entreprises, liées à l'économie informelle ou au secteur social local, ce qui les laisse difficilement envisager un développement et une évolution de leur activité.

3. ...QUI N'EMPÊCHENT PAS UN FORT ESPRIT D'ENTREPRENEURIAT

Le développement de l'entrepreneuriat est avant tout une nécessité, et résulte de la situation économique et sociale générale de la région. C'est également le cas pour les femmes, dont le nombre se lançant dans une activité entrepreneuriale augmente tout de même, bien qu'il s'agisse dans la pratique d'un entrepreneuriat limité, qui peine à réellement se développer dans les mentalités et qui reste tributaire des héritages socioculturels des pays du sud de la Méditerranée.

Malgré ces difficultés, le désir d'entrepreneuriat est remarquablement fort dans la région. Des pays comme l'Égypte ou le Maroc montrent des statistiques étonnamment élevées en matière de désir d'entrepreneuriat.

⁷ K. Benazzi & L. Benazzi, « L'entrepreneuriat féminin au Maroc : réalité, freins et perspectives de réussite », Revue marocaine de gestion et d'économie, vol. 3, n°7 ; juillet-décembre 2016

⁸ World Bank – MENA Economic monitor 2017, *op. cit.*

⁹ Une priorité également défendue par la communauté internationale, puisque par exemple les Objectifs du Millénaire de Développement (2000) encouragent les politiques locales à favoriser le développement social en incluant les jeunes, les femmes et les minorités. Une attitude partiellement respectée, qui s'impose aujourd'hui pour des raisons plus économiques.

Tableau 2 : représentations sociales de l'entrepreneuriat, chiffres GEM 2016

	Entrepreneurship as a good career choice (% of adult population)	High status to successful entrepreneurs (% of adult population)	Media attention for entrepreneurship (% of adult population)
Egypt	83.4*	87.1	62.1
Iran	52.4	80.5	57.9
Jordan	73.5	82.3	74.7
Morocco	79.3	58.7	60.7
Qatar	71.2	80.4	66.7
Saudi Arabia	81.3	78.7	75.9
Tunisia (2015)	71.1	72.1	48.3
UAE	75.1	82.3	83.8
Average (MENA)	73.4	77.8	66.3

Comment et pourquoi un tel esprit d'entrepreneuriat peut-il se développer ? Quels sont les critères et les raisons qui poussent les jeunes, et surtout les femmes à se tourner vers l'entrepreneuriat ?

Cette culture entrepreneuriale est en fait assez naturelle dans les sociétés du sud de la Méditerranée. Elle souligne un phénomène étonnant, puisque c'est en fait le contexte économique défavorable d'un pays qui favorise l'entrepreneuriat, et instaure une culture de l'entreprise, de la création d'activité, perçue alors comme une solution aux problèmes économiques structurels (le chômage entre autres). Ainsi, la région sud-Méditerranéenne représente la deuxième force mondiale en termes de culture entrepreneuriale, après l'Afrique subsaharienne. C'est-à-dire que les citoyens envisagent alors l'entrepreneuriat comme un projet de carrière fiable, et bénéfique, pour eux et pour leur famille.

Tableau 3 : Perception des opportunités entrepreneuriales, chiffres GEM 2016

	Perceived opportunities	Perceived capabilities	Know a start-up entrepreneur*	Fear of failure
Egypt	53.5**	46.4	18.9	27.6
Iran	34.4	59.3	50.6	43.8
Jordan	30.5	48.4	30.6	44.3
Lebanon	59.6	68.0	66.8	22.5
Morocco	45.0	56.1	43.6	32.9
Qatar	48.4	50.6	30.2	35.4
Saudi Arabia	81.5	70.7	71.7	39.4
Tunisia (2015)	48.8	59.9	48.9	40.3
UAE	25.8	55.2	61.7	54.4
Average (MENA)	47.5	57.2	47.0	37.8

Regional averages				
Africa	53.6	63.5	51.9	24.0
Asia & Oceania	40.1	40.7	41.7	40.1
Latin America & Caribbean	46.8	64.3	40.9	27.5
Europe	36.7	44.0	33.7	39.4
North America	58.1	54.6	33.5	36.2

Toutefois, il existe là encore d'importantes inégalités. L'Égypte par exemple présente un esprit entrepreneurial beaucoup plus développé que l'Algérie. Près de 84% des Égyptiens adultes perçoivent l'entrepreneuriat comme un bon choix de carrière, quand ils sont seulement 70% en Tunisie, d'après les chiffres du *GEM report 2016*. Le taux en Europe est seulement de 57%.

En ce qui concerne les femmes, plusieurs critères autres que financiers sont avancés pour expliquer ce désir d'entrepreneuriat. Le plus courant consiste en un choix de carrière logique, pour des femmes déjà salariées souhaitant voir leur situation personnelle évoluer. Pour les autres, c'est souvent le désir d'émancipation du cadre familial qui est mis en avant, en parallèle d'une nécessité de survie. Ces critères sont variables en fonction du pays en question, mais la dynamique reste la même dans l'ensemble de la région, où de plus en plus l'entrepreneuriat conquiert les femmes, qui se lancent alors dans une aventure personnelle de création d'activité.

II. UN SYSTÈME QUI PARVIENT PARTIELLEMENT À SE RENOUVELER

La dynamique positive de promotion de l'esprit d'entreprendre est également l'œuvre des pouvoirs publics locaux ou nationaux, ainsi que de nombreuses institutions dont la politique implique l'intégration des femmes à l'effort entrepreneurial. Une politique socialement bénéfique, puisqu'elle favorise l'émancipation des femmes, mais également économiquement, puisqu'un tel effort semble avoir des répercussions sur la croissance économique de ces pays. Il est alors important de s'intéresser aux politiques nationales et transnationales qui organisent cette dynamique de développement par l'inclusion.

1. LA RÉCENTE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION SUD-MÉDITERRANÉENNE

La tendance générale des pays du sud de la Méditerranée est à l'ouverture et au développement, ce qui oriente les politiques économiques mais surtout sociales des pays. L'entrepreneuriat s'accompagne notamment de réformes sociales, sur l'éducation, sur l'inclusion, etc. qui marquent un véritable effort fait au niveau des États. Sur le plan national donc, de nombreuses structures prennent désormais en charge le développement de la condition féminine au sens large, et des initiatives locales favorisent la création d'activités, ce qui représente encore aujourd'hui un accomplissement difficile pour les femmes.

Des efforts sont entrepris à plusieurs niveaux.

Tout d'abord, sur l'éducation. Les programmes scolaires intègrent à plusieurs niveaux d'étude la question de l'entrepreneuriat, afin de favoriser la culture et les aspirations entrepreneuriales chez plus de citoyen.ne.s. Les femmes ayant généralement un accès plus limité aux études, il semble important d'éveiller chez les plus jeunes un esprit d'entrepreneuriat pour garantir un nombre plus grand de femmes désirant commencer une activité.

De nombreuses formations ont vu le jour dans cette optique dans plusieurs pays :

- Le master professionnel en entrepreneuriat et management de projet, à l'EPI-Business School, Tunisie.
- Le master entrepreneuriat et développement des affaires, à l'ISCAE, Maroc.
- Un projet de sensibilisation à l'entrepreneuriat social, initié par l'association Injaz Al Maghrib, auprès de collégiens et lycéens marocains depuis 2014.

Le rapport 2017 Afrique du Nord/Moyen Orient du GEM émet une série de recommandations. En ce qui concerne l'accès à l'entrepreneuriat, faciliter les procédures administratives afin de permettre un meilleur accès et une meilleure égalité des chances, favorables à l'intégration des femmes dans le monde du travail et de l'entrepreneuriat.

Ensuite, il y a la nécessité d'encadrer ces avancées entrepreneuriales par des agences étatiques efficaces. Il existe une volonté de certaines universités, comme nous l'avons vu précédemment, de créer des cursus liés à l'entrepreneuriat. Il faut en parallèle les accompagner de clusters, ou de lieux adaptés pour le développement des idées novatrices qui pourraient apporter un bénéfice économique. De fait, de nombreux incubateurs publics ou privés voient le jour dans les pays du sud de la Méditerranée, offrant de plus grandes capacités d'emplois.

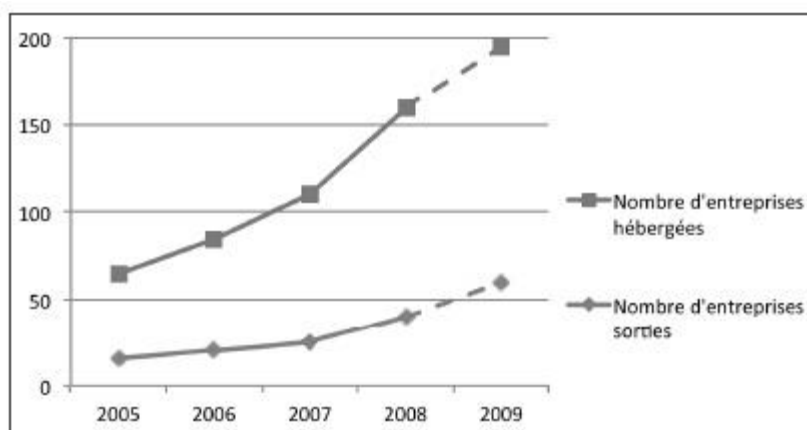


Figure 1: croissance du nombre d'entreprises incubées en Tunisie¹⁰

Ces plateformes collaboratives offrent également un environnement plus sûr et plus adapté à l'innovation, à la concurrence, et à la croissance économique.

La culture entrepreneuriale est développée de façon considérable via l'intervention des États, et les réformes structurelles de la société et de l'économie pourraient porter leurs fruits pour un développement de l'entrepreneuriat féminin. Cependant, ce développement ne semble pas assez rapide pour permettre aux pays de la région de rattraper leur retard en la matière. Il y a dès lors une nécessité pour les gouvernements d'accélérer et de favoriser plus fortement les programmes dédiés à l'entrepreneuriat féminin. Cette idée commence à être assimilée, puisque de plus en plus de programmes nationaux ou transnationaux voient le jour, comme de grands forums sur l'entrepreneuriat féminin¹¹, ou des collaborations entre incubateurs orientés sur l'intégration des femmes¹².

¹⁰ Selma M. Hichri, Rôle des pépinières, caractéristiques du projet entrepreneurial et croissance des start-ups TIC : le cas d'un pays en développement ; dans Revue de l'entrepreneuriat, vol. 2 (2017/2)

¹¹ Par exemple, le Forum des femmes entrepreneurs OCDE-MENA, organisé en décembre 2013 au Maroc, a donné l'impulsion à de nombreux autres événements du même type dans les pays de la région.

¹² À ce titre, l'exemple français des Pionnières est à suivre : un vaste réseau transnational d'incubateurs dédiés à l'entrepreneuriat féminin, qui a commencé à s'exporter au Maroc. Sur le même modèle, des réseaux d'incubateurs se développent, y intégrer la promotion des femmes entrepreneurs serait intéressant.

2. L'ENTREPRENEURIAT INCLUSIF : UNE DYNAMIQUE RÉGIONALE ET COORDONNÉE

Depuis quelques années, on observe les prémices d'un réseau sud-méditerranéen des pratiques entrepreneuriales avec l'élaboration de programmes nationaux ou transnationaux dédiés à l'entrepreneuriat féminin. L'amélioration de la place des femmes est au cœur de ces innovations sociales, qui sont beaucoup mises en avant dans des programmes à dimension régionale (sur l'ensemble du bassin méditerranéen, ou au moins à l'échelle de différents pays). Il apparaît à travers cette politique d'entrepreneuriat inclusif une véritable compréhension de l'importance des femmes pour une croissance plus efficace et plus durable.

Les bénéfices économiques et sociaux de l'intégration des femmes à l'effort entrepreneurial sont nombreux, puisque cela participe fortement à la création d'emplois, de revenus et de richesses. L'émergence de ce type d'entreprises issues de l'entrepreneuriat féminin permet de contribuer considérablement à la diminution du chômage, notamment dans les zones rurales les moins avancées, ce qui encourage un cercle vertueux économique pour les pays.

Exemple de l'Algérie :

- En 2016 le FCE (Forum des Chefs d'Entreprises) a annoncé la mise en place d'outils pour favoriser l'intégration des femmes, en soutien à une politique de parité initiée par le président en 2015.

Il existe également en Algérie plusieurs structures qui ont pour vocation d'aider au lancement d'entreprises (Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes, (ANSEJ), ou Agence nationale de gestion du microcrédit en Algérie (ANGEM)).

o 4 - Projets financés au profit des femmes

	Total projets financés	Projets financés femmes	Taux de féminité
Depuis la création au 31/12/2010	140 503	18 375	13%
2011	42 832	2 951	7%
2012	65 812	4 477	7%
2013	43 039	3 526	8%
2014	40 856	3 665	9%
2015	23 676	2 645	11%
2016	11 262	1 550	14%
Depuis la création au 31/12/2016	367 980	37 189	10%

- Le taux des projets financés au profit des femmes a connu une importante progression passant d'une moyenne de 7% durant la période (2010-2013) à 9% en 2014, 11% en 2015 et à 14% au courant de l'année 2016.

Tableau 4: évolution projets féminins, par l'ANSEJ

Afin d'accompagner ces réformes et d'encourager la dynamique créée, des réseaux associatifs de la région émettent quelques recommandations qui favoriseraient un développement encore plus rapide et utile de l'entrepreneuriat féminin. Ces recommandations sont destinées à plusieurs types d'acteurs qui pourraient avoir une influence sur ce développement : les acteurs.trice.s de l'écosystème entrepreneurial (chambres de commerce, associations) dont le rôle est de promouvoir et informer de manière plus précise sur les enjeux et les possibilités d'entrepreneuriat, les administrations financières (banques, bailleurs de fonds) devant améliorer la capacité d'investissement au-delà des discriminations encore trop présentes. Enfin, des recommandations envers les législateur.trice.s, pouvant accompagner tout ceci par la modernisation des lois discriminatoires, et la formalisation d'un statut d'entreprise sociale et solidaire qui serait adapté aux pratiques et aux activités des femmes entrepreneures¹³.

¹³ D'après les résultats du programme Aventures d'entrepreneurs, mis en place en 2017 en Tunisie.

II. COMMENT L'EUROPE AGIT-ELLE POUR SOUTENIR CE MODÈLE INCLUSIF ?

Même si l'Europe est une des régions les mieux développées, la croissance du nombre de femmes entrepreneures et le développement de l'esprit entrepreneurial sont parmi les plus faibles au monde¹⁴. Il existe de nombreuses initiatives en Europe destinées à favoriser l'entrepreneuriat féminin, mais étant pour la plupart des initiatives régionales ou nationales, indépendantes, gérées par des associations ou des administrations locales¹⁵, il n'existe pas de politique européenne coordonnée. Néanmoins, l'Europe tente d'œuvrer de plus en plus en faveur du développement de l'entrepreneuriat féminin. Depuis 2016, par exemple, la Commission a lancé la plateforme en ligne *Wegate*, visant à informer et communiquer sur les différentes opportunités d'entrepreneuriat pour les femmes, ainsi que le WES, réseau européen de promotion de l'entrepreneuriat féminin¹⁶.

1. LES RÉSEAUX EURO-MÉDITERRANÉENS : UNE COOPÉRATION RÉGIONALE MAJEURE

Il existe trois initiatives de coopération entre l'Europe et les pays du sud de la Méditerranée, qui entendent chacune jouer un rôle dans la promotion et le développement de l'entrepreneuriat féminin.

Tout d'abord, le partenariat euro-méditerranéen (appelé Euromed ou Processus de Barcelone), dont l'objectif est de créer un ensemble régional intégré auquel participeraient les pays membres de l'UE et les Pays partenaires méditerranéens (PPM), groupe duquel font partie les pays qui nous intéressent. La proximité géographique de ces États oblige l'UE à élaborer des stratégies politiques, économiques et sociales à leur égard. Ce partenariat, au-delà des objectifs purement économiques de développement, intègre dans sa politique cette question de l'entrepreneuriat féminin. Il s'agit en effet d'un moteur pour la promotion et le développement de cette cause.

En second lieu, il y a la Commission inter-méditerranéenne de la CPMR (*Conference of Peripheral Maritime Regions*). Leur groupe de travail « Coopération territoriale et stratégies macro-régionales » comprend les deux axes de travail suivants :

- Augmenter et améliorer la coordination avec des organisations de mise en réseau en Méditerranée afin d'organiser différentes approches stratégiques et pour le développement de projets communs.
- Mettre en place un suivi et une activité de soutien à la politique de voisinage, la coopération au développement dans la région méditerranéenne et des outils de coopération territoriale disponibles dans le bassin tout en soutenant l'émergence d'une Méditerranée de projets.

¹⁴ Les plus forts étant, d'après les données du GEM, l'Afrique Subsaharienne, la région MENA et l'Amérique du Sud.

¹⁵ On trouve par exemple l'Association grecque des femmes entrepreneures, ou de nombreux forums à portée régionale. Mais de plus en plus, cette thématique prend une envergure transnationale, avec des événements européens notamment.

¹⁶ WES est un réseau politique européen représentant les intérêts des femmes dans le domaine des affaires et de l'entrepreneuriat. Ses membres proviennent de 31 pays européens (les 28 États membres, ainsi que l'Islande, la Norvège et la Turquie) et représentent les gouvernements et institutions nationaux, encourageant et soutenant l'entrepreneuriat des femmes à l'échelle nationale.

Dans la poursuite de ces objectifs, le développement de réseaux d'incubateurs et la promotion de l'entrepreneuriat féminin pour améliorer l'économie est primordiale.

Enfin, il existe le programme IEVCTMed (Instrument européen de voisinage : coopération transfrontalière en Méditerranée), qui représente une véritable implication de l'Union européenne. À travers cet instrument de voisinage, l'UE vise une politique plus générale de développement des pays du pourtour méditerranéen. En effet, dans le dernier appel à projet en date du 24 janvier 2018, l'une des priorités affichées par l'appel était la suivante : « *Soutenir les start-ups innovantes et les entreprises récemment créées, avec un accent particulier sur les jeunes et les femmes entrepreneurs, et faciliter la protection de leurs droits de propriété intellectuelle et de commercialisation, le cas échéant.*¹⁷ »

À travers ces différents instruments européens, l'idée est de créer un réseau d'échange transnational sur les questions d'entrepreneuriat féminin, en mettant en avant notamment un échange de bonnes pratiques nord/sud, une coopération entre différents pays du nord et du sud sur des projets de développement. Toutes ces structures et/ou initiatives ont pour but le développement de la région euro-méditerranéenne, et toutes adoptent comme priorité le développement de l'entrepreneuriat féminin, facteur primordial d'un développement plus général et abouti. On pourrait tout de même se questionner sur l'utilité d'un tel panel d'acteurs et d'initiatives. Une solution plus efficace serait peut-être un rapprochement, et la création d'un programme global, coordonné par l'UE et ses différentes organisations partenaires, qui serait pleinement dédié à cette politique qui semble aujourd'hui primordiale.

2. VERS UN RÉSEAU EUROMÉDITERRANÉEN D'ENTREPRENEURIAT FÉMININ DE L'ESS ?

On pourrait penser que l'avenir de l'entrepreneuriat féminin dans les pays concernés passera par un partenariat euro-méditerranéen qui donnera à la bonne dynamique déjà créée des moyens de perdurer. Mais au-delà des échanges et des coopérations, il faut se pencher sur les critères structurels de cet entrepreneuriat. Si l'on souhaite une politique de développement efficace, celle-ci doit alors être adaptée à la réalité économique des pays en question. Et à ce sujet, l'importance de l'économie sociale et solidaire est de taille. Il est tout d'abord nécessaire d'analyser la structure de l'entrepreneuriat féminin des pays du sud. Il s'agit majoritairement de très petites entreprises, et très souvent celles-ci sont liées à l'économie informelle. Les entrepreneuses n'ont que peu de visibilité, de reconnaissance, et de cadre légal pour développer leur activité et ainsi contribuer réellement à l'économie. Il faudrait prendre en compte l'activité de ces entreprises qui peuvent avoir une ambition sociale et solidaire, statut qui est encore difficilement reconnu dans la région. C'est alors là que réside le principal enjeu, puisque entrepreneuriat féminin et ESS sont régulièrement liés. C'est le cas en Europe, où de nombreux enjeux relatifs à l'entrepreneuriat féminin concernent l'ESS¹⁸. S'organisent alors des réseaux associatifs ou industriels, qui œuvrent en faveur de la promotion de l'entrepreneuriat féminin au sein de l'ESS, afin de répondre à ces enjeux communs. On peut alors imaginer un réseau similaire au sud de la Méditerranée, avec pour ambition de faire de l'ESS, en même temps que l'entrepreneuriat féminin, une solution d'avenir et de développement fiable. Il existe certains avis¹⁹ défendant l'idée que le secteur de l'ESS est particulièrement plus favorable aux femmes que l'économie classique. L'ESS doit alors lutter contre le plafond de verre entre hommes et femmes, tout en étant une économie d'avenir et créatrice d'emplois, qui favoriserait l'économie des pays du sud.

¹⁷ Appel à proposition standard, programmation 2014-2020. Document officiel.

¹⁸ L'Observatoire national de l'Économie sociale et solidaire (ESS) en France a établi que si 66 % des effectifs salariés de l'ESS sont des femmes, leurs perspectives d'emploi et de carrière sont généralement de qualité médiocre, avec des responsabilités limitées. L'accès au statut de cadre reste ainsi fréquemment atypique et l'écart de salaire moyen avec les hommes est loin d'être une fable.

¹⁹ Cf : intervention d'Antoinette Guhl, adjointe à la Maire de Paris chargée de l'ESS, de l'innovation sociale et de l'économie circulaire, lors du Café économique de Bercy, le 9 mars 2016. (<http://blogs.economie.gouv.fr/les-cafes-economiques-de-bercy/ess-femmes-paris/>)

Selon l'étude *WStart* menée par le *Lobby européen des Femmes* (LEF): « En 2015, 88% des femmes entrepreneures se sentent plus autonomes et épanouies grâce à leur projet d'entrepreneuriat social²⁰ ». Leur but ne sera plus simplement de faire du profit, 80% d'entre elles veulent avant tout une dimension sociale dans leur projet d'entreprise solidaire.

L'idée d'un partenariat régional euro-méditerranéen sur ces questions, à travers un réseau euro-méditerranéen de l'ESS, pourrait être très bénéfique pour l'inclusion des femmes dans le secteur entrepreneurial, et pour le changement d'échelle de l'ESS. Le travail de structures comme iesMed est alors important, puisqu'elle intègre les particularités du sud dans des politiques européennes plus globales. iesMED est une coopérative européenne spécialisée dans l'ingénierie de projets, outils et services aux acteurs de l'économie sociale et solidaire et plus largement de l'Innovation sociale en Méditerranée. Le but de cette coopérative est d'introduire les sociétés de la rive sud aux programmes européens en matière d'ESS, ce qui pourrait offrir de nombreuses opportunités aux entrepreneures, puisque la place des femmes est l'une des préoccupations du président Rodérick Egal²¹.

²⁰ www.womenlobby.org/-westart-?lang=en

²¹ iesmed.eu/fr/xarxa/iesmed-tunisia/

CONCLUSION

Après avoir examiné les limites et les réussites des sociétés du sud de la Méditerranée en matière d'entrepreneuriat féminin, nous avons souligné deux tendances importantes qu'il serait bon de soutenir. Tout d'abord, la coopération régionale euro-méditerranéenne, qui perpétue les dynamiques créées à la fois en Europe et dans les pays du sud. Le développement toujours plus étroit de ce partenariat offre des perspectives d'avenir favorables par l'instauration d'un cercle vertueux de bonnes pratiques et de projets communs. De l'autre côté, nous avons émis l'idée d'un partenariat qui reposerait fortement sur le secteur de l'économie sociale et solidaire, qui semble être le plus adapté à la situation des femmes dans les pays du sud et aux dynamiques de l'économie.

Cependant, à force de chercher sans cesse à inclure les femmes dans des processus économiques nouveaux, il se pourrait que l'on perde de vue l'objectif premier de l'entrepreneuriat féminin : l'émancipation économique et la réduction d'inégalités. Le secteur de l'ESS répond-il à ces exigences sociales ? Y a-t-il à travers le développement de l'ESS dans l'entrepreneuriat féminin un véritable moyen de lutter contre les inégalités de genre ?

Nous avancerons ici deux éléments qui permettent d'affirmer l'ESS comme une véritable perspective de développement pour l'entrepreneuriat féminin. Le premier concerne le principe même des entreprises de l'ESS, qui ne demandent pas un apport important de fonds à la création. En effet, malgré les efforts, la principale difficulté rencontrée par les femmes du sud pour la création d'entreprise est le difficile accès aux financements. L'autre élément réside dans la structure même des économies des pays sud-méditerranéens : en dehors des quelques États pétroliers, la modernisation des économies passe par le développement du secteur tertiaire, et notamment des services sociaux. C'est pourquoi l'entrepreneuriat féminin doit profiter du développement et du plus grand nombre de possibilités liés à l'entreprise sociale pour parvenir à de nouveaux objectifs de développement²².

²² On observe dans les faits que les pays dépendant du secteur tertiaire/social s'en sortent bien mieux en matière d'entrepreneuriat féminin que les pays traditionnellement pétroliers comme l'Algérie. Ces mêmes écarts sont relevés en matière d'inégalités du genre. L'ESS peut alors vraiment être perçue comme facteur de modernité et de renouveau pour l'entrepreneuriat féminin et la lutte féministe de manière générale.

BIBLIOGRAPHIE

ARTICLES

- BLAISE Lilia, « La femme entrepreneure en Tunisie, un phénomène encore peu étudié », *Wamda*, 19 mars 2017 - <https://www.wamda.com/fr/2017/03/la-femme-entrepreneure-en-tunisie-ph%C3%A9nom%C3%A8ne-encore-peu-%C3%A9tudi%C3%A9>
- SAMOUD Wafa, « L'entrepreneuriat féminin en Tunisie: Quels sont les défis à relever? » *Huffpost Maghreb*, 20 décembre 2017 - https://www.huffpostmaghreb.com/2017/07/24/femmes-tunisie-_n_17569878.html
- CHAOUCH Rebecca, « Au classement de la parité hommes-femmes, le Maghreb à la traîne », *Huffpost Maghreb*, 29 octobre 2014 - https://www.huffpostmaghreb.com/2013/10/27/parite-hommes-femmes-maghreb_n_4167923.html
- OUAZANI Ibtissam, « L'entrepreneuriat féminin au Maroc: Ce qu'il reste à faire », *Huffpost Maghreb*, mars 2018 - https://www.huffpostmaghreb.com/entry/entrepreneuriat-feminin-au-maroc-ce-quil-reste-a-faire_mg_5aac0c3de4b0c33361b0452c
- MANRY Véronique, « Femmes entrepreneurs, la variable inconnue », *Economia Maroc*, 2015 - <http://economia.ma/content/femmes-entrepreneurs-la-variable-inconnue>

ÉTUDES

- K. BENAZZI & L. BENAZZI, « L'entrepreneuriat Féminin au Maroc : Réalité, freins et perspectives de réussite », *Revue marocaine de gestion et d'économie*, vol. 3, n°7 ; juillet-décembre 2016 - [http://revues.imist.ma/index.php?journal=RMGE&page=article&op=view&path\[\]=7535&path\[\]=4519](http://revues.imist.ma/index.php?journal=RMGE&page=article&op=view&path[]=7535&path[]=4519)
- BELAIDI Abdelaziz, « L'entrepreneuriat féminin au Maghreb : Étude comparative et analytique des déterminants macros entre l'Algérie, le Maroc et la Tunisie », 2017 - <https://www.asjp.cerist.dz/en/article/10551>

DOCUMENTS INSTITUTIONNELS

- GEM : GLOBAL ENTREPRENEURSHIP MONITOR? « Middle East and North Africa Report », 2017 - <http://gemconsortium.org/report/49984>
- Programme IEVCTF Med 2014-2020, « Appel à propositions pour projets standard », 2017 - http://www.enpicbmed.eu/sites/default/files/iev_ctf_med_appel_a_propositions_projets_standard.pdf
- Commission Européenne, DG GROW, "Annual Activity Report 2016", mars 2017 - https://ec.europa.eu/info/publications/annual-activity-report-2016-internal-market-industry-entrepreneurship-and-smes_en
- World Bank, "The Economics of Post-Conflict Reconstruction in MENA" - MENA Economic Monitor, 2017

Cette publication électronique peut à tout moment être améliorée par vos remarques et suggestions. N'hésitez pas à nous contacter pour nous en faire part.

POUR LA SOLIDARITÉ - PLS

Fondé par l'économiste belge Denis Stokkink en 2002, POUR LA SOLIDARITÉ - PLS est un European think & do tank indépendant engagé en faveur d'une Europe solidaire et durable.

POUR LA SOLIDARITÉ se mobilise pour défendre et consolider le modèle social européen, subtil équilibre entre développement économique et justice sociale. Son équipe multiculturelle et pluridisciplinaire œuvre dans l'espace public aux côtés des entreprises, des pouvoirs publics et des organisations de la société civile avec comme devise : Comprendre pour Agir.

ACTIVITÉS

POUR LA SOLIDARITÉ – PLS met ses compétences en recherche, conseil, coordination de projets européens et organisation d'événements au service de tous les acteurs socioéconomiques.

Le laboratoire d'idées et d'actions **POUR LA SOLIDARITÉ – PLS**

1

Mène des travaux de recherche et d'analyse de haute qualité pour sensibiliser sur les enjeux sociétaux et offrir de nouvelles perspectives de réflexion. Les publications POUR LA SOLIDARITÉ regroupées en sein de trois collections « Cahiers », « Notes d'Analyse », « Études & Dossiers » sont consultables sur www.pourlasolidarite.eu et disponibles en version papier.

2

Conseille, forme et accompagne sur les enjeux européens en matière de lobbying et de financements.

3

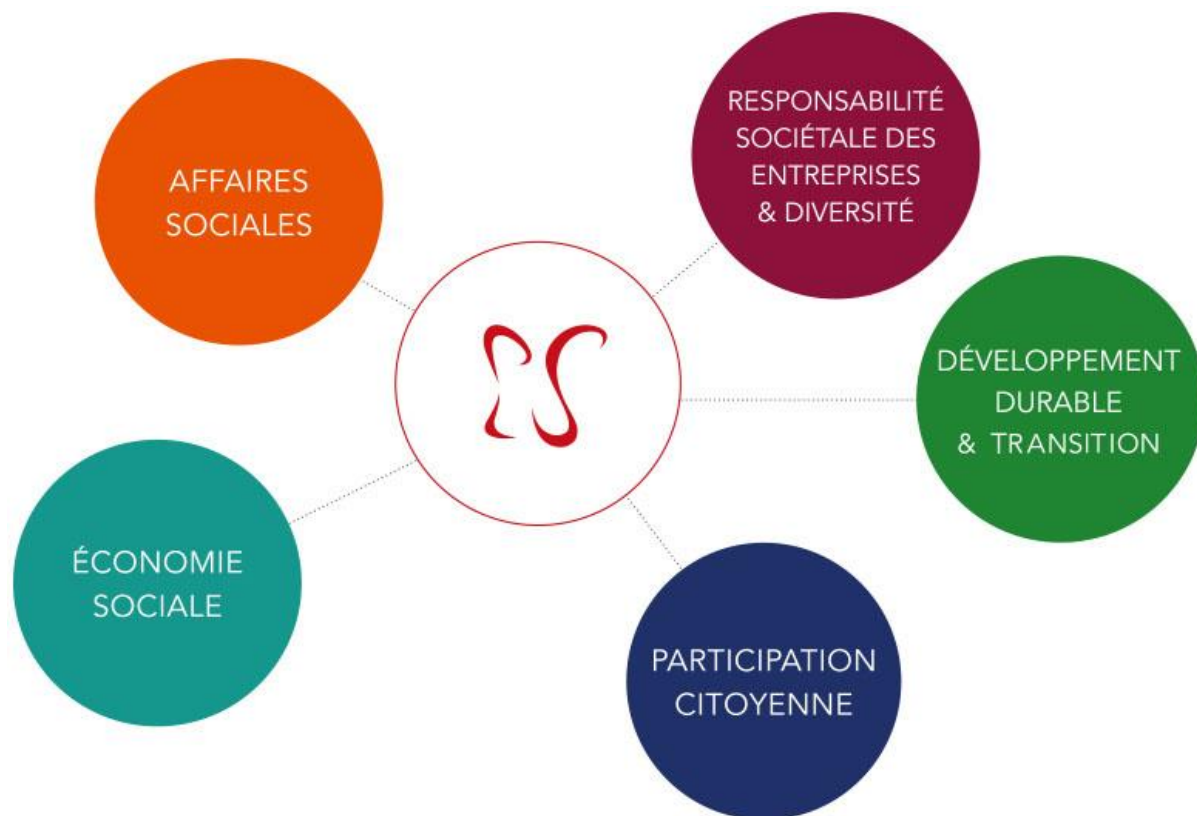
Conçoit et réalise des projets transnationaux en coopération avec l'ensemble de ses partenaires européens.

4

Organise des conférences qui rassemblent dirigeant/e/s, expert/e/s européen/ne/s, acteurs de terrain et offrent un lieu de débat convivial sur l'avenir de l'Europe solidaire et durable.

THÉMATIQUES

POUR LA SOLIDARITÉ – PLS inscrit ses activités au cœur de cinq axes thématiques :



OBSERVATOIRES EUROPÉENS

POUR LA SOLIDARITÉ – PLS réalise une veille européenne thématique et recense de multiples ressources documentaires (textes officiels, bonnes pratiques, acteurs et actualités) consultables via ses quatre observatoires européens:

- www.ess-europe.eu
- www.diversite-europe.eu
- www.transition-europe.eu
- www.participation-citoyenne.eu

COLLECTIONS POUR LA SOLIDARITÉ - PLS

Sous la direction de Denis Stokkink

NOTES D'ANALYSE - *Éclairages sur des enjeux d'actualité*

- *Formation inclusive aux métiers du numérique : Pour une meilleure intégration des femmes et des personnes réfugiées, Florent LOSSON, mars 2018.*
- *Politique agricole commune et sécurité alimentaire, Louise ROQUETTE, mars 2018.*
- *Les actions de la Commission européenne pour l'économie sociale en 2017-2018, Florian BENAIS, mars 2018.*
- *L'aide alimentaire en Europe, Louise Rouquette, décembre 2017.*
- *Intégration et participation politique en Europe, Jonathan BANNENBERG, décembre 2017.*
- *Économie sociale et solidaire en Europe du Sud-Est : perspectives de développement et actions publiques, Tristan Thomas, décembre 2017.*
- *Financement et promotion des éco-innovations en Europe et en France, Mathilde Mosse, novembre 2017.*
- *Jeunesse et formation inclusive : politiques et financements européens, Florent Losson, novembre 2017.*
- *Le gaspillage alimentaire en Europe, Louise Rouquette, novembre 2017.*
- *Les éco-innovations en Europe, Mathilde Mosse, octobre 2017*
- *Décrochage scolaire : 3 Notes d'analyse. Marie Schuller, octobre 2017*
- *Quelles politiques économiques contre le réchauffement climatique en Europe ? Tristan Thomas, octobre 2017*

CAHIERS - *Résultats de recherches comparatives européennes*

- *Vers une économie circulaire en Europe. Anna-Lena REBAUD, septembre 2017.*
- *Face aux nouvelles formes d'emploi, quelles réponses au plan européen ? PLS & SMart, n°36, juin 2017.*
- *Économie sociale, secteur culturel et créatif : vers une nouvelle forme d'entrepreneuriat social en France. PLS & SMart, n°35, mai 2015.*
- *Économie sociale, secteur culturel et créatif : vers une nouvelle forme d'entrepreneuriat social en Wallonie. PLS & SMart, n°34, mai 2015.*
- *Le budget participatif : un outil de citoyenneté active au service des communes. Céline Brandeleer, n°33, octobre 2014.*
- *La Transition : un enjeu économique et social pour la Wallonie. Sanjin Plakalo, n°32, mars 2013.*

ÉTUDES & DOSSIERS - *Analyses et réflexions sur des sujets innovants*

- *Les Régions ultrapériphériques : défis et perspectives, Paul HAMMOUD, Antoine MASQUELIN, Tristan THAMOS, février 2018.*
- *Finance et bien-être, une réflexion participative. Marie Leprêtre, décembre 2016.*
- *Pour l'intégration en apprentissage des jeunes vulnérables. Sanjin Plakalo, décembre 2016.*
- *La participation des travailleurs au sein des entreprises. Denis Stokkink, novembre 2016.*
- *Le modèle des entreprises d'insertion : l'exemple de la France. POUR LA SOLIDARITÉ et la Fédération des entreprises d'insertion, septembre 2016.*
- *Jeunes NEET - Bonnes pratiques européennes en matière d'apprentissage. Dans le cadre du projet ANEETS, juin 2016.*
- *Agir contre les violences faites aux femmes : guide pour les entreprises. Dans le cadre du projet CARVE, juin 2016.*

Toutes les publications **POUR LA SOLIDARITÉ - PLS** sur www.pourlasolidarite.eu

RSE & Diversité

La responsabilité sociétale des entreprises est la prise en compte nécessaire par l'entreprise de l'impact social, économique et environnemental de ses modes de production et de fonctionnement. Au sein de la politique entrepreneuriale, la diversité est un outil d'égalité de traitement au service de l'intégration de toutes et tous sur le marché du travail. POUR LA SOLIDARITÉ – PLS, qui observe et dissémine les meilleures pratiques en matière de RSE et diversité au niveau européen, a introduit le concept de mécénat de compétences en Belgique et accompagne des acteurs privés et publics dans l'implémentation de pratiques innovantes telles que le parrainage professionnel, l'implication des entreprises dans le bien-être des travailleurs ou encore l'incitation à l'égalité des genres en matière professionnelle.

Collection « Notes d'analyse » dirigée par Denis Stokkink

